

En mer, le désespoir comme horizon pour les Rohingyas

Par **Valentin Cebron**, correspondant à Bangkok

Sans espoir de retour et abandonnés à leur sort dans le camp de réfugiés de Cox's Bazar au Bangladesh, de plus en plus de Rohingyas tentent la fuite par la mer. Avec d'énormes risques.

Scandés dans les allées sablonneuses de Kutupalong, entre les cabanes de bambou et de bâches, les slogans claquent comme un cri de survie: «Protégeons la vie des Rohingyas», «Les humains ne sont pas à vendre». Ce 18 avril, une centaine de personnes participent à une manifestation initiée par des jeunes Rohingyas du plus grand camp de réfugiés du monde, à Cox's Bazar, au Bangladesh, contre la traite humaine. Yasul Haque, membre de l'association Global Rohingya Future (GRF), fait partie des organisateurs. «Nous avons préparé des pancartes, des dessins, notamment des images de bateaux en mer, pour montrer les dangers des traversées illégales vers la Malaisie, raconte ce réfugié de 28 ans. Elles conduisent souvent à des tragédies, comme le naufrage d'un bateau, le 9 avril, au large du Bangladesh, en mer d'Andaman, dont la plupart des quelque

250 passagers ont péri.» Car derrière chaque départ, se dessine une chaîne de prédation, de manipulations et de violences.

Une semaine après le naufrage, le 17 avril, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) annonçait qu'en 2025, près de 900 Rohingyas avaient été signalés morts ou disparus en mer d'Andaman et dans le golfe du Bengale, sur plus de 6.500 départs recensés. Soit, selon l'agence onusienne, «l'année la plus meurtrière jamais enregistrée» pour ces traversées maritimes.

«Justice pour Mohammad»

Depuis 2021, GRF mène des campagnes de sensibilisation pour tenter de freiner ces départs meurtriers. «Nous expliquons aux gens ce qui les attend avant de partir, pendant le trajet et après l'arrivée. Mais face à l'extrême pauvreté, les plus vulnérables tombent facilement dans le piège des trafiquants, déplore Mohammed Rezuwan, fondateur de l'association. Pour beaucoup de Rohingyas, prendre cette route dangereuse vers la Malaisie ou l'Indonésie n'est pas seulement un choix désespéré, c'est presque une forme de suicide.»





Le malheur semble sans fin pour cette minorité musulmane originaire de l'Etat d'Arakan, rebaptisé Etat de Rakhine, dans l'ouest de la Birmanie. Privés de nationalité depuis 1982, persécutés depuis des décennies, les Rohingyas ont été massivement chassés par les exactions de l'armée birmane en 2017, que l'ONU qualifie de «nettoyage ethnique» et les Etats-Unis de «génocide». Cette année-là, plus de 750.000 d'entre eux ont fui vers le Bangladesh, où l'immense majorité vit toujours parquée dans les camps de Cox's Bazar.

A Kutupalong, le destin tragique de Mohammad Ullah a profondément marqué les esprits. Il avait 28 ans. Et riait sans cesse, malgré l'incertitude permanente et l'aggravation des conditions de vie. Des blagues, toujours des blagues, raconte son ami Ajas Khan, 22 ans. Et, par-dessus tout, le cœur sur la main. C'était «un grand frère» pour beaucoup de jeunes Rohingyas qui le côtoyaient. Sérieux quand il le fallait, il était de ceux qui alertaient contre les passeurs, exhortant à ne pas se laisser séduire par les promesses de travail en Malaisie ou d'une vie meilleure en Thaïlande ou en Indonésie. Pourtant, lui aussi a fini par embarquer. Parti le 4 avril de Teknaf, sur la côte bangladaise, il faisait partie des passagers du bateau qui a sombré quelques jours plus tard en mer d'Andaman. Il n'avait prévenu personne de son départ, pas même ses parents. Sur Facebook, les hommages se sont multipliés, souvent accompagnés d'une photo de lui, le sourire espiègle, avec pour légende: «Justice pour Mohammad».

Réduction de l'aide

S'est-il résigné? L'a-t-on poussé à partir? A Kutupalong, un bruit court toutefois: Mohammad Ullah aurait signalé au HCR qu'il craignait pour sa sécurité après avoir reçu des menaces émanant d'autres groupes communautaires, irrités par une boutade sur les réseaux sociaux visant un leader influent et controversé. Son départ illustre, pour Ajas Khan, la lassitude profonde qui gagne les réfugiés, coincés entre incertitude et insécurité. «Ici, les gens cherchent simplement à vivre dignement. Mais à force d'être ...

Des réfugiés rohingyas du camp de Cox's Bazar, au Bangladesh, en attente de rations alimentaires du Programme alimentaire mondial.

REUTERS

Birmanie

... enfermés, privés d'avenir, certains finissent par croire qu'ils n'ont plus d'autre issue.»

A Cox's Bazar, plus de 1,1 million de réfugiés rohingyas s'entassent dans 33 camps. Ils vivent dans une promiscuité extrême. Le HCR estime que 78% de cette population est composée de femmes et d'enfants. A de très rares exceptions près, les réfugiés restent assignés aux camps, sans possibilité de travailler légalement. «En réalité, il n'existe aucun dispositif vraiment fonctionnel ou accessible nous permettant de circuler librement au-delà des limites du camp, résume Ajas Khan. Se déplacer n'est pas un droit fondamental, mais un combat permanent.»

L'éducation pâtit elle aussi de cet enfermement. Elle était déjà restreinte en Birmanie avant l'exil, raconte Yasul Haque. Lui dit avoir validé ses études secondaires en 2014, avant de se voir barrer l'accès à l'université, comme beaucoup d'autres jeunes Rohingyas. «Nos parcours scolaires se sont brusquement arrêtés.» Aujourd'hui, il fait partie de cette minorité ayant pu accéder à un minimum d'éducation. Avec d'autres, il a créé une école communautaire, où il enseigne bénévolement à plus de 500 élèves par an. «Après la terminale, il n'y a toujours aucun accès à l'université. Ce manque de perspectives est un des plus grands défis pour la jeunesse rohingya.»

A cet enfermement s'ajoute l'érosion de l'aide internationale, en particulier américaine. Au 31 décembre dernier, le plan de réponse 2025-2026 pour les Rohingyas n'était financé qu'à 46%, avec 434,5 millions de dollars reçus sur les 934,5 millions attendus. Dans le même temps, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé, début avril, un nouveau système d'assistance différenciée à Cox's Bazar: douze dollars par personne et par mois seulement pour les ménages les plus en insécurité alimentaire, dix dollars pour les très vulnérables, sept dollars pour les autres. Pour les réfugiés, la baisse est palpable. «Chaque minute passée ici est pleine de douleur. Il n'y a pas d'accès à la liberté, pas d'accès aux droits, pas d'accès à l'enseignement supérieur», résume Ajas Khan. L'eau potable manque, les soins sont limités, l'horizon se rétrécit encore et encore. «Les coupes dans l'aide alimentaire ont brisé le moral de beaucoup de familles. Après neuf ans d'enfer, les Rohingyas voient que le monde n'est



Le réfugié rohingya Ajas Khan et, à l'avant-plan, son ami Mohammad Ullah, disparu en mer.

même plus capable d'assurer une aide minimale alors qu'ils attendent toujours que justice leur soit rendue», constate Mohammed Rezuwan.

Pas d'alternative

En Birmanie, le retour des Rohingyas semble tout aussi illusoire. Dans l'état de Rakhine, ils sont pris en étau entre la Tatmadaw, l'armée birmane revenue au pouvoir après le coup d'état de février 2021 et dont le chef de la junte a récemment troqué le treillis pour le costume de président, et l'Armée de l'Arakan (AA), le groupe armé ethnique. Les deux forces se livrent à de violents affrontements. Et l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch accuse l'AA de «mener contre les Rohingyas une politique d'oppression similaire à celle imposée depuis longtemps par l'armée birmane».

Pour John Quinley, de l'association Fortify Rights, il n'y a donc rien d'étonnant à voir les départs se multiplier. «Il n'existe aujourd'hui aucune solution durable pour les Rohingyas, ni au Bangladesh ni en Birmanie.» Il insiste sur la dimension politique de cette impasse: «Le Bangladesh

«Les coupes dans l'aide alimentaire ont brisé le moral de beaucoup de familles.»

a besoin d'une véritable politique d'accueil des réfugiés, qui leur garantisse la liberté de circulation, l'accès à des moyens de subsistance et un statut légal. Tant qu'il n'y aura pas de protection réelle, les Rohingyas continueront à fuir par la mer.» Ceux qui partent, poursuit-il, ne le font pas par ignorance. «Ils savent que les traversées sont extrêmement dangereuses. Mais faute d'alternative, ils sont prêts à tenter leur chance pour une vie meilleure, ailleurs.»

«Des trafiquants et des passeurs profitent de ces situations désespérées», dénonce Ajas Khan. Tout part des camps: des recruteurs rohingyas liés à des groupes criminels identifient les familles les plus fragiles; des intermédiaires bangladais les conduisent jusqu'à la côte; d'autres prennent ensuite le relais en mer et dans les pays d'arrivée. Chris Lewa, directrice du Projet Arakan, une ONG qui suit les routes migratoires des Rohingyas depuis plus de 20 ans, décrit une organisation devenue plus discrète et plus sophistiquée. «Il y a toujours plusieurs transferts pendant le voyage en mer, détaille-t-elle. D'abord, les réfugiés quittent la côte bangladaise sur de petits bateaux de pêche pour rejoindre un bateau mère qui reste en eaux internationales. Puis à l'approche de la Thaïlande, de l'Indonésie ou de la Malaisie, ils sont

à nouveau transférés sur des embarcations locales.» Pour davantage de discrétion, le grand navire ne débarque plus directement les passagers: il reste au large.

Un trafic sophistiqué

Le trajet peut durer des semaines. Les réfugiés sont souvent poussés dans la cale, parfois dans les compartiments à poisson. Mais, selon Chris Lewa, le pire survient souvent après la mer, dans les pays de transit. «Les passeurs veulent être payés avant que les réfugiés n'entrent en Malaisie. C'est pour cela qu'ils utilisent des lieux de transit en Indonésie ou en Thaïlande.» Là, les Rohingyas peuvent être séquestrés dans des maisons, des entrepôts ou dans la jungle. Si le paiement n'est pas rapidement effectué, ils sont passés à tabac et leur supplice est filmé; les vidéos sont ensuite envoyées à leurs proches comme moyen de pression.

Parmi les victimes que Chris Lewa a interrogées cette année, nombreuses sont les femmes et les jeunes filles parties rejoindre un époux dans le cadre d'un mariage arrangé, ou des proches déjà installés en Malaisie, destination

Les passeurs utilisent ce genre de bateaux pour acheminer les réfugiés en Malaisie.



privilegiée où vivent environ 200.000 Rohingyas. Selon elle, un voyage du Bangladesh vers la Malaisie, en passant par la Thaïlande ou l'Indonésie, coûte en moyenne 13.000 ringgits malaisiens, l'équivalent de 2.800 euros, une somme immense pour des familles privées de revenus. Et ce montant peut encore grimper si les passeurs réclament des suppléments sous la menace.

Le trafic de Rohingyas n'est pas nouveau. En 2015, la découverte de charniers et de camps de détention de Rohingyas à la frontière entre la Thaïlande et la Malaisie avait mis au jour l'ampleur de la filière. Deux ans plus tard, un haut gradé thaïlandais, le général Manas Kongpan, fut reconnu coupable de trafic d'êtres humains. La résurgence de ces réseaux montre qu'ils ont été freinés mais pas démantelés. Le système prospère d'autant plus qu'il repose sur des complicités. Mokbul Morshed Ahmad, professeur à l'Asian Institute of Technology de Bangkok, l'affirme sans détour: la corruption joue un rôle central. Selon lui, des propriétaires de petits commerces, d'hôtels ou de restaurants installés dans de petites ou moyennes villes de Thaïlande et de Malaisie servent de relais. «Ils ont des accords avec la police, l'immigration, parfois avec d'autres responsables locaux. C'est donc un réseau qui fonctionne de manière très efficace. Sinon, comment les réfugiés pourraient-ils accomplir un voyage aussi long?»

Economie de la misère

John Quinley estime d'ailleurs qu'il ne suffit pas d'arrêter les exécutants, passeurs de terrain et chauffeurs, qui ne sont que des «maillons secondaires». D'après cet expert, il faut viser les plus hauts niveaux. «Les véritables responsables sont des officiels, des gens puissants, connectés aux appareils d'Etat.»

Ces derniers temps, traite humaine et trafic de migrants se mêlent à un autre phénomène inquiétant, plus diffus: les enlèvements. «On observe de plus en plus de kidnappings de garçons, parfois très jeunes, dans ou autour des camps au Bangladesh», indique Chris Lewa. Le scénario revient souvent. «Un adolescent monte dans un *rickshaw*, il est emmené dans la jungle, on lui fait appeler son père pour demander une rançon. Si la famille ne peut pas payer, il est mis de force sur un bateau.» Une économie de la misère qui ne semble pas près de s'arrêter. ●